

# CONSPIRATIONNISME, ANTI-IMPÉRIALISME ET NOUVEAU POPULISME : COMMENT LES « THÉORIES DU COMLOT » POLITISENT LE SOCIAL AU VENEZUELA DE CHÁVEZ

Federico TARRAGONI<sup>1</sup>

77

Cet article se veut une contribution critique à la discussion des sciences sociales du politique autour des usages contemporains du conspirationnisme. Car, loin de se limiter à la réédition d'un irrationalisme politique aux effets dévastateurs en termes de polarisation de la société entre « amis » et « ennemis<sup>2</sup> », les théories du complot, et en particulier leur variante anti-impérialiste, semblent autoriser la récupération d'une nouvelle autonomie politique; loin donc de se réduire à une perversion de la *rationalité* politique, les théories du complot seraient porteuses d'une *raison* politique à part entière. Le passage par une sociologie de l'action populaire au Venezuela, terrain privilégié pour analyser l'efficacité sociale des imaginaires politiques du complot, montre ainsi que les schémas du complot *construisent politiquement le social*<sup>3</sup>. Cette construction, qui a partie liée dans notre cas d'étude avec la « raison populiste<sup>4</sup> », se situe à mi-chemin entre autonomie retrouvée et nouvelles formes de domination, constitution d'un nou-

---

1. Agrégé de sciences sociales, Federico Tarragoni est doctorant contractuel en sociologie à l'université Paris Ouest Nanterre, où il prépare une thèse sur le peuple comme opérateur de mobilisation en Amérique latine contemporaine, et chercheur associé au Centre de sociologie des pratiques et des Représentations politiques de l'université Paris 7 Denis Diderot, où il partage ses enseignements entre esthétique, philosophie politique et sociologie.

2. J.-C. Schmitt, *La notion de politique/Théorie du partisan*, Champs Flammarion, 1992.

3. Cf. J. Lagroye (s/d), *La politisation*, Belin, coll. « Socio-Histoires », 2003.

4. E. Laclau, *La raison populiste*, [2005], Le Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 2008.

vel espace public et déchirement des collectifs d'appartenance des acteurs. Les imaginaires politiques du complot permettent ainsi de revenir sur une notion politique aux contours très flous, et dont l'usage est de plus en plus contesté par les *social scientists*: le populisme<sup>5</sup>. En quoi ces imaginaires, au double niveau herméneutique du Pouvoir d'une part (le discours du *leader* populiste, et les politiques qu'il sous-tend), et du Peuple de l'autre (le discours et les pratiques des acteurs populaires des *Consejos comunales*, institutions de la « démocratie directe et participative » inaugurées par Chávez en 2006<sup>6</sup>), éclaircissent le fonctionnement social du populisme ?

### CONSPIRATION ET « RAISON POPULISTE »

78 Afin de comprendre la politisation « par le complot » opérant au Venezuela à partir de l'élection de Chávez en 1998, nous procéderons en trois *tempos* successifs.

Dans un premier temps, nous montrerons comment le discours conspirationniste, dans sa variante *anti-impérialiste* qui qualifie les populismes « classiques » latino-américains (cardénisme, gétulisme, péronisme), rend *dicible* la refondation du politique démocratique. Il s'agira alors de montrer, pour le cas vénézuélien, comment la conspiration pluriséculaire de l'oligarchie vénézuélienne, réédition du mythe politique des « gros » (de l'« Internationale financière juive » incarnée par Rothschild à la fin du XIX<sup>e</sup>, aux « féodaux » stigmatisés par *L'Humanité* à la veille de 1936, aux « deux cents familles » de Daladier, puis de Thorez, entre 1934 et 1936<sup>7</sup>), permet de refonder une démocratie aliénée à travers une nouvelle dialectique Pouvoir-Peuple; ce faisant, nous montrerons l'héritage « classique » du populisme de Chávez vis-à-vis de ses illustres prédécesseurs sur le sous-continent. Dans un deuxième temps, nous montrerons comment la découverte d'une nouvelle autonomie politique par le « discours du complot » procède de manière complètement nouvelle dans le « néo » populisme chaviste qui institutionnalise les mouvements populaires sous la forme d'institutions de la démocratie participative, les *Consejos comunales de planificación pública*: dans ces conseils popu-

5. Pour une présentation exhaustive de ces réticences des sciences sociales du politique vis-à-vis du concept de « populisme », voir P.-A. Taguieff, « Le populisme et la science politique » dans J.-P. Rioux (s/d), *Les populismes*, Perrin, coll. « Tempus », 2007.

6. Voir F. Tarragoni, « Le peuple existe-t-il au Venezuela? Le cas des Conseils communaux de la planification publique », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, 2008, mis en ligne le 13 février 2008 : <http://nuevomundo.revues.org/24622>. Nous renvoyons aussi à notre travail *Le populisme par le bas. La politique au Venezuela de Chávez*, à paraître.

7. P. Birnbaum, *Le peuple et les gros. Histoire d'un mythe*, Grasset, coll. « Pluriel », 1979, p. 13-53.

lares, les acteurs interprètent le « discours du complot » du père de la révolution à partir de leur propre expérience politique participative. Une nouvelle « raison populiste » émerge dans cette dialectique entre *leader* populiste qui dévoile les lois de l'histoire vénézuélienne et crée une nouvelle tradition nationale en réécrivant la *historia patria*<sup>8</sup>, et acteurs populaires qui repensent leur identité individuelle et collective en rapport avec cette tradition « inventée »<sup>9</sup>. Enfin, dans un troisième temps, nous montrerons comment le « discours du complot » s'articule à la fabrication d'images susceptibles de polariser la société en « amis » et « ennemis », notamment suite à l'investissement médiatique du coup d'État avorté d'avril 2002. Ce troisième temps nous permettra de revenir sur la « raison populiste » qui caractérise le système vénézuélien, et notamment sa dialectique Peuple-Pouvoir : dès lors que le peuple investit la politique, et que la politique aspire à être l'émanation d'un peuple conflictuel<sup>10</sup>, le fantasme jacobin pèse, tel une épée de Damoclès, sur la politique populiste. La « raison populiste » tend alors à l'unification de la société par la latence de son peuple-Un, unité imaginaire d'un peuple surgi comme revendication d'un litige<sup>11</sup>, ce qui oblige à définir son corrélat négatif (« l'ennemi du peuple ») et à promouvoir une nouvelle *incarnation* du pouvoir<sup>12</sup>.

### L'affranchissement du peuple du « complot des élites » : le populisme classique

Chávez a insisté dès le début de sa carrière politique sur le « viol de souveraineté populaire » perpétré par les « faux » démocrates de l'Accord de Punto Fijo (1961), Pacte démocratique ayant scellé la fin de la dictature de M. P. Jiménez (1948-58) et consacré l'alternance au pouvoir des deux principaux partis post-dictatoriaux, COPEI (social-chrétien) et AD (social-démocrate), en lien consociatif avec les acteurs sociaux nationaux (CTV et FEDECAMERAS, respectivement syndicat national des travailleurs et organisation patronale nationale) et avec la principale industrie du pays (PDVSA, Industrie du pétrole re-nationalisée dans les années 70). Chávez a contribué alors à populariser un mythe du complot des « faux démocrates de Punto Fijo », émanation de l'oligarchie nationale et interna-

8. F. Langue, « Les cendres des héros. Mémoires et histoires du temps présent vénézuélien », dans L. Capdevila et F. Langue (s/d), *Entre mémoire collective et histoire officielle. L'histoire du temps présent en Amérique latine*, PUR, 2009, p. 215-230.

9. E. Hobsbawm et T. Ranger (s/d), *L'invention de la tradition*, [1983], Éditions Amsterdam, 2006.

10. J. Rancière, *La mésentente. Politique et philosophie*, [1995], Galilée, 2007, p. 31 et p. 38-39.

11. *Ibid.*, p. 31.

12. C. Lefort, « La question de la démocratie », dans *Essais sur le politique XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle*, Le Seuil, coll. « Essais », p. 17-32.

tionale (*yankee*), aux dépens du véritable sujet de la démocratie, le « Peuple pauvre des *barrios* et des *comunidades* ». Ce mythe du complot, assis sur des preuves photographiques (reproduites dans les nouveaux manuels d'histoire « bolivarienne » qui servent de support pédagogique pour les missions d'alphabétisation dans les quartiers populaires) représentant les sociabilités politiques des élites de Punto Fijo et de la classe dirigeante américaine avec l'iconologie de l'accord mafieux, rend *dicible* le nouveau projet chaviste de démocratisation de l'État et de la société vénézuélienne. La souveraineté « violée » doit être restituée à son sujet sous la forme de nouvelles institutions de la « démocratie directe, populaire, participative et protagoniste », les *Consejos comunales*, chargés de co-gérer dans les quartiers populaires la définition et la mise en place des Politiques publiques. Les ressources nationales aliénées à la bourgeoisie nationale et internationale doivent être restituées à son propriétaire légitime, le Pouvoir constituant du peuple, sous la forme de nouvelles nationalisations (Loi sur le pétrole de 2007, nationalisation des télécommunications etc.). Un nouveau récit politique de l'histoire nationale surgit, pensant la période coloniale et précoloniale à l'aune de la mémoire *puntofijiste*<sup>13</sup> et de la révolution bolivarienne<sup>14</sup> : le chavisme constitue alors le point d'aboutissement d'une lutte pluriséculaire de la démocratie indigène/populaire contre son aliénation constante dans l'élitisme, lutte à laquelle participent, à « égalité historique », indigènes du XVI<sup>e</sup> siècle, *próceres* de l'Indépendance et paysans rebelles au XIX<sup>e</sup>, bolivariens au XX<sup>e</sup> (émeutiers de 1989 lors du pillage de la capitale connu sous le nom de *Caracazo*, putschistes de 1992, chavistes après 1998).

Il importera alors de montrer, à cette étape de la démonstration, les continuités et discontinuités entre les imaginaires conspirationnistes de Chávez et la rhétorique anti-impérialiste et anti-élitiste d'un certain nombre de *leaders* populistes latino-américains. Dans les deux populismes, le « classique » et le « nouveau », le « complot de l'élite contre le peuple » relie trois sphères séparées par l'âge colonial : l'intégration sociale du peuple exclu, la récupération des ressources économiques aliénées au capital national et international, et le recouvrement de la souveraineté politique du peuple aliénée à une caste représentative. De là, l'agencement, caractéristique du chavisme comme populisme héritier de la tradition

13. Dorénavant, nous entendrons par *puntofijisme* le régime politique que le Venezuela connaît à partir des Accords de Punto Fijo (1961) scellant un bipartitisme parfait entre AD et COPEI, jusqu'à la victoire électorale de Chávez en 1998 connue sous le nom de « révolution bolivarienne ».

14. M. Halbwachs a systématisé cette idée d'une « production sociale de la mémoire » à partir des cadres offerts par le présent vécu. Voir *Les cadres sociaux de la mémoire*, [1925], Albin Michel, coll. « Bibliothèque de l'Évolution de l'Humanité », 1994 et *La mémoire collective*, [1950], Albin Michel, coll. « Bibliothèque de l'Évolution de l'Humanité », 1997.

latino-américaine, entre intégration sociale, modernisation économique endogène et relation de la société au pouvoir plus « participative » que « représentative<sup>15</sup> » : c'est en vertu de cet agencement spécifique que l'usage de la « conspiration des élites » du Venezuela d'H. Chávez peut être comparé – entre autres – à celui du Mexique de L. Cárdenas (1936-40), de l'Argentine de J.-D. Perón (1946-55), ou du Guatemala de J. Arbenz (1951-54<sup>16</sup>).

Mais qu'y a-t-il de nouveau dans le « complot de l'élite » chaviste en tant que porteur d'une nouvelle forme de populisme? Malgré l'inscription du « complot de l'élite » chaviste dans la constellation du populisme classique, force est de constater que le nouveau populisme chaviste donne à ce *topos* « refondationnel<sup>17</sup> » et « confrontationnel<sup>18</sup> » de la rhétorique populiste latino-américaine une ouverture à la démocratie participative telle que le sous-continent la connaît depuis l'expérience pionnière de Porto Alegre (1988). Le « peuple pauvre des *barrios* et des *comunidades* » accède à l'espace du politique *en vertu du* discours conspirationniste anti-impérialiste qui en fait la victime de quarante ans de pseudo-démocratie et de cinq siècles de colonialisme, *et* par les dispositifs de démocratie participative au cœur desquels se définissent les modes de son action politique : c'est par la conjonction de ces deux instances, l'une discursive, l'autre institutionnelle, que le peuple se transforme en acteur. Et c'est cette même transformation en acteur qui nous a conduit, en sociologues, à intégrer dans notre définition du « nouveau » populisme chaviste la relecture « par le bas » des imaginaires conspirationnistes.

81

### La conspiration « par le bas » : ce que fait le « complot des élites » aux acteurs populaires.

Une ethnographie des régimes d'action populaires, construite à partir d'un protocole d'enquête articulant entretiens semi-directifs, récits de vie et « micro-entretiens de trottoir », ainsi qu'une observation participante des pratiques par-

15. Comme le montre A. Touraine dans son analyse des populismes latino-américains comme « interventions nationales-populaires » A. Touraine, « Las políticas nacional-populares », dans M. Mackinnon et M.-A. Petrone, (s/d), *Populismo y neopopulismo en América Latina. El problema de la cenicienta*, Buenos Aires, Eudeba, 1998, p. 356-421).

16. Cf. D. Quattrocchi-Woisson, « Les populismes latino-américains » dans J.-P. Rioux, *op. cit.*, p. 269-300.

17. La typologie de « populisme fondationnel », définie par rapport à la refondation démocratique inscrite dans l'acte de rupture avec l'ordre démocratique « élitiste », se trouve chez G. Hermet dans *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIX<sup>e</sup> – XX<sup>e</sup> siècle*, Fayard, coll. « L'espace du politique », 2001, p. 167-204.

18. La notion de « rhétorique confrontationnelle », qui assimile tout populisme à un « polémisme », se trouve chez P.-A. Taguieff, *L'illusion populiste, Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, [2002], Champs Flammarion, 2007, p. 193-196.

participatives entre 2007 et 2011 dans différents *barrios* de la capitale, peut alors répondre à la question de l'efficacité *populaire* du mythe du « complot des élites » contre le « peuple pauvre des *barrios* et des *comunidades* » : que font les acteurs du peuple « organisé » sous la forme du *Consejo comunal* du mythe du « complot des élites » transformé en nouvelle tradition nationale ?

82

Notre observation des pratiques politiques populaires dans le cadre des *Consejos comunales* nous a montré que le récit national chaviste à base conspirationniste faisait l'objet de réappropriations inédites par les acteurs du *barrio*. Ces derniers se mobilisaient dans la gestion participative de leur quartier pour faire advenir, dans la *comunidad* populaire, ce *peuple* dont l'espace d'apparition était libéré par la dénonciation du « complot des élites ». Le peuple qui récrivait son histoire par le truchement du discours populiste, opérait en tant que lien entre pratique participative à l'échelle locale (convocation d'une assemblée communautaire, organisation d'élections, planification d'un projet de développement, gestion d'une coopérative), horizon symbolique du politique et horizon d'attente historique<sup>19</sup> : en ce sens, il constituait le signifiant vide<sup>20</sup> permettant de relier 1) l'engagement de l'habitant du *barrio* dans un *Consejo comunal*, 2) le sentiment de retrouver une autonomie dans la gestion de la communauté *barriale* enfin libérée de la domination cachée des élites, et 3) l'enthousiasme de « contribuer à une histoire progressive ».

Examinons les trois dimensions une par une :

1) L'enquête nous a montré que l'habitant du *barrio* décidait de s'engager, d'*apparaître* (au sens arendtien) sur une scène nouvelle, la scène politique de l'organisation communautaire, souvent au moment où le « Peuple pauvre se rebellait contre les pseudo-démocrates accusés d'affamer le peuple<sup>21</sup> », donc lors du *Caracazo*, du putsch avorté du Lieutenant-Colonel Chávez de 1992 ou de la mobilisation populaire ayant suivi le coup d'État de la droite d'avril 2002 :

[...] j'ai décidé de m'engager quand j'ai vu à la télévision Chávez assumer sa responsabilité publique des événements du 4 février 1992. C'est alors que j'ai décidé de travailler pour la communauté, quand j'ai vu cet homme [Chávez] œuvrer pour libérer le peuple des élites qui l'ont opprimé pendant des siècles, et j'ai lutté pour mon *barrio*, pour qu'on ait l'eau, l'électricité, pour que nos maisons soient dignes.

19. Au sens de R. Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Éditions de l'EHESS, 1990.

20. Laclau définit le signifiant vide comme un « signifiant sans signifié », dont toute activité de signification totalise le champ sémantique du signifié. Voir E. Laclau, *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, [1996], La Découverte, coll. « MAUSS », 2000, p. 121.

21. H. Chávez, *Palabras Anti-imperialistas*, Caracas, Ministerio de Comunicación e Información, 2005, p. 23.

Mon engagement commence le jour où Chávez nous appelle, nous peuple, à descendre dans les rues pour demander sa libération [le 12 avril, immédiatement après la mise en captivité de Chávez lors du coup d'État failli de la droite<sup>22</sup>].

La relecture conspirationniste de l'histoire du Président Chávez met donc en intrigue, et apporte une signification personnelle et collective, à la rupture biographique<sup>23</sup> accompagnant l'engagement dans les *Consejos comunales*.

2) Dans le récit de leur engagement, les acteurs du *Consejo comunal* insistent sur la libération du *barrio* de l'emprise d'anciennes organisations compromises avec les partis de l'oligarchie « conspiratrice ». Il en est ainsi des anciennes *Asociaciones de vecinos*, organisations socio-communautaires partidaires du temps de Punto Fijo qui

renfermaient le *barrio* dans une atmosphère puante de dépendance envers la politique de l'État. Les *Asociaciones de vecinos* achetaient les votes du *barrio* en échange d'un paquet de spaghetti, ou d'un peu de farine, au mieux de la promesse d'une réhabilitation de la maison. Le *Consejo comunal* a libéré le *barrio* de cette dépendance honteuse, de ces gens qui conspiraient contre l'authentique peuple vénézuélien. Maintenant nous sommes libres [...].

Les *leaders* de *barrio* insistent sur cette autonomie retrouvée dans la gestion d'un espace commun, signifiant par-là la transformation d'un espace hétéronome, soumis au gouvernement caché des élites, en *monde*<sup>24</sup>.

3) Enfin, les acteurs situent leur engagement dans une téléologie révolutionnaire qui constitue le peuple en sujet émancipateur et émancipé :

Quand j'explique à mes voisins, pendant les Assemblées communautaires par exemple, ce qu'a fait Bolivar, ce qu'a pu faire ce grand homme pour la République bolivarienne du Venezuela [nouveau nom de la République vénézuélienne suite à l'approbation référendaire de la nouvelle Constitution de 1999], et comment il a été vilement trahi par l'oligarchie vénézuélienne, j'ai des frissons... Nous, *barrio* Santa Rosa, sommes rentrés dans l'histoire le jour où le message de Bolivar nous a été légué et transmis par le *Comandante* Chávez. Et c'est à partir de ce jour que le peuple vénézuélien est rentré dans l'histoire<sup>25</sup>.

L'enthousiasme de contribuer à une histoire recommencée est un ressort de mobilisation important dans les *Consejos comunales*: la conspiration des élites permet à l'acteur populaire de donner un sens proprement *historique* à son enga-

22. Les deux phrases sont extraites de deux entretiens réalisés le 15 mars et le 25 avril 2011 à Caracas (*barrio* 23 de enero).

23. On trouve une définition sociologique de « rupture biographique » comme bifurcation dans la continuité sociale du moi, dans la *constantia sibi* du moi social, ouvrant à une trajectoire, chez A. Strauss, *Miroirs et Masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Métailié, 1992.

24. Pour une analyse de ce concept arendtien, voir E. Tassin, « Le monde » in *Le trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence de l'action politique*, Payot, coll. « Critique de la politique », 1999, p. 327-399.

25. Extraits d'un entretien du 25 avril 2011 à Caracas (*barrio* 23 de enero).

gement, comme le montre aussi le recours, pour communiquer à l'enquêteur l'expérience de l'accès au politique, aux catégories du *besoin* et de l'*indignité* que Chávez prête dans sa relecture à rebours de la *historia patria*, aux Indiens de Guai-caipuro contre les Espagnols, ou aux paysans de E. Zamora contre l'oligarchie créole au XIX<sup>e</sup> siècle.

On voit alors comment le mythe de la conspiration bourgeoise contre la souveraineté populaire, dès lors qu'il consent à une réécriture de l'histoire nationale pour le moins douteuse et largement critiquée par l'historiographie vénézuélienne, n'est pas sans conséquences du côté des formes d'une nouvelle subjectivité populaire ancrée dans ces dispositifs que sont les *Consejos comunales*.

84 On aura donc compris que, pour faire une sociologie des populismes, mail-  
lon faible de la théorie politique contemporaine, on ne peut pas se passer de la prégnance de ces imaginaires. Si tout populisme est fondé par un appel, un charisme fondationnel (Weber) et un complot perpétré par les élites aux dépens du peuple<sup>26</sup>, l'occurrence dans l'histoire nationale, d'un « vrai » complot comme cela se produisit au Venezuela en avril 2002, offre au *leader* populiste et à son « peuple » l'occasion extraordinaire d'ancrer le complot « fondationnel » dans un ensemble de faits historiques avérés, photographiés, archivés. Ainsi, l'investissement médiatique du coup d'État d'avril 2002, de part chaviste et antichaviste, a été l'occasion d'une prolifération sémiotique (images, discours<sup>27</sup>), au principe d'une nouvelle polarisation « totale » de la société vénézuélienne en « amis » et « ennemis » du *proceso revolucionario*, qui se retrouvera en d'autres moments épi-  
phaniques de la conspiration chaviste ou antichaviste par la suite (la grève de l'industrie pétrolière de 2002-2003, l'actuelle maladie du Président décidant de sa succession).

### Comment les images polarisent la société : les « complots » d'avril 2002

Commençons par rappeler les événements : le 11 avril 2002, après un appel à la grève du principal syndicat du pays et de l'industrie pétrolière, a lieu une manifestation massive d'opposants au gouvernement. Son parcours, concordé avec les autorités municipales, change au gré des « émotions » collectives, pour se diriger vers le palais présidentiel et demander les démissions d'Hugo Chávez. Ce changement de parcours provoque le croisement de cette manifestation avec celle, pro-

26. Voir A. Dorna, *Le populisme*, PUF, coll. « Que sais-je? », 1999.

27. Pour une approche sémiotique des images, voir L. Marin, *Des pouvoirs de l'image. Gloses*, Le Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 1993, p. 9-22.



gouvernementale, au Puente Llaguno. Ici, vingt-quatre personnes, d'une manifestation et de l'autre, perdent la vie. Le lendemain, un putsch militaire demande la destitution du Président et son refus lui vaut d'être détenu dans un lieu secret, alors qu'un gouvernement provisoire sous l'égide du représentant de FEDACAMERAS, Pedro Carmona Estanga, déclare son intention de faire *tabula rasa* de l'« interlude » chaviste, ainsi que des principaux changements constitutionnels de 1999. Une manifestation d'appui au Président à laquelle les classes populaires adhèrent massivement (les pauvres « redescendent » alors des *cerros*<sup>28</sup> comme le 27 février 1989, jour des émeutes populaires connues sous le nom de *Caracazo*), avec la confiance de la Garde présidentielle restée fidèle à Chávez, renverse alors le nouveau gouvernement putschiste qui aura eu « 48 heures de vie ».

Deux séries d'images du coup d'État failli d'avril 2002 devront être confrontées afin de voir quel type de construction politique de la réalité s'ensuit : les premiers clichés photographiques (séries 1 et 2), représentant des chavistes qui tirent sur la manifestation de signe idéologique contraire, sont utilisés comme « preuves du réel » par les anti-chavistes pour fonder leur vision anthropologique des électeurs de Chávez comme « armée populaire de réserve du chavisme disposée à défendre jusqu'à la guerre civile le corps du *leader*<sup>29</sup> ». Les *malandros*<sup>30</sup> chavistes ont dans cette anthropologie une personnalité violente et autoritaire<sup>31</sup> *par nature*, car leur exclusion de la politique tout au long du *puntofijisme* est fondée *in jure* sur leur illégitimité politique<sup>32</sup>, et s'ils y accèdent, ils ne le font que par la loi de l'intérêt personnel (produit du clientélisme), et par leur penchant sans-culottiste à abuser de l'égalité contre la liberté, et à se réjouir de l'usage de la violence en politique. Dans la série 2, le discours conspirationniste de la droite a insinué la co-présence, à côté de ces tireurs populaires, de figures importantes de la politique chaviste, comme le député Tascón « auquel rassemble bizarrement l'individu à côté du tireur<sup>33</sup> ». Cette construction symbolique de la figure du « chaviste guerrier » articule irrationalité de la foule lebonienne, mémoire vive du *Caracazo* et

28. Le mot *cerro* (colline) connote l'espace péri-urbain du *barrio* en le stigmatisant, par l'appel aux dichotomies évolutives campagne-ville, tradition-modernité, barbarie-civilisation.

29. F. Olivares, *Las balas de abril*, Caracas, Debate, coll. « Actualidad », p. 9.

30. Le mot *malandro* (délinquant) connote l'habitant du *barrio*, en le reportant à sa « nature violente ».

31. Pour la notion de « personnalité autoritaire » voir l'étude classique de T. W. Adorno, *Études sur la personnalité autoritaire*, [1950], Allia, 2007.

32. Pour une analyse légitimiste de l'accès au politique, voir P. Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Le Seuil, coll. « Essais », 2001, p. 213-292.

33. F. Olivares, *Las balas de abril*, *op. cit.*, p. 95.

vision de l'acteur populaire comme « acheté par Chávez », plus soucieux de l'assistanat dans les *barrios* que de sa liberté.

86 Ces images sont portées par la droite anti-chaviste comme contre-preuve du complot des médias chavistes qui, dès le retour de Chávez au pouvoir le 14 avril, « convertissent des assassins en victimes, des vilains gens en héros, des coupables en innocents, afin de modeler l'opinion nationale et internationale dans le sens de l'innocence de Chávez qui est converti en champion de la démocratie restaurée<sup>34</sup> ». Chávez, comploteur « par nature » depuis son putsch avorté de 1992, aurait mis en scène son propre martyr pour mieux faire passer la pilule du totalitarisme cubain, tout en fournissant au peuple la preuve tangible de ses délires conspirationnistes (depuis 1998) sur un présumé coup d'État menaçant la révolution bolivarienne, et sur un attentat visant sa personne (organisé par Bush ou l'ancien Président vénézuélien C.-A. Pérez). Le peuple « guerrier » de Chávez aurait été mobilisé militairement pour appuyer l'armée et la police municipale (sous l'autorité de chaviste radical Freddy Bernal) dans la stratégie délibérée de terreur du 11 avril.

Les images contre-fabriquées par les chavistes (et réunies dans un documentaire réalisé par une chaîne irlandaise présente sur place – *La revolución no será transmitida*) montrent que les tireurs immortalisés par la droite ne visaient pas la manifestation de signe idéologique contraire, mais la police municipale (sous l'autorité du maire antichaviste de la Gran Caracas A. Peña), et les tireurs professionnels cachés dans les bâtiments qui, placés par la fraction putschiste de l'armée avec l'appui de la CIA, devaient tirer sur la foule de manière indiscriminée afin de semer la terreur (tout en recevant des ordres par voie téléphonique émanant d'hommes politiques de l'opposition). D'où la sacralisation de ces « tireurs du peuple » par Chávez, qui les définit « défenseurs de la patrie » dès son rétablissement au pouvoir le 14 avril. L'image qui synthétise la construction chaviste du complot d'avril 2002 est la quatrième de couverture du documentaire *La revolución no será transmitida*: dans cette image qui fonctionne, comme les clichés photographiques, comme un mythogème en intégrant une prise du réel *et* une explication causale ayant ambition à fonder, ou intégrer, une idéologie<sup>35</sup>, l'espace de la nation est symboliquement divisé entre les « ennemis du peuple » (les acteurs militaires du putsch) à gauche, les pères du peuple (Chávez et Bolívar) à droite, et le peuple-martyr, mais éprouvant dans la *marche* sa souveraineté, au milieu.

34. F. Olivares, *Las balas de abril*, *op. cit.*, p. 9.

35. R. Barthes, *Mythologies*, [1957], Le Seuil, coll. « Essais », 1970.

Les deux récits associés aux images, de part chaviste et anti-chaviste, opèrent, tel une *camera obscura*, une inversion symétrique des acteurs et des victimes des journées d'avril 2002 : pour les anti-bolivariens, les acteurs du complot sont Chávez et son armée de mercenaires populaires descendus des *cerros*, les victimes étant du côté de la *société civile vénézuélienne* (individus libres, partis, acteurs sociaux institutionnels – syndicats et fédérations patronales, associations, fractions autonomes des forces armées nationales, cadres et techniciens de l'industrie pétrolière), société d'« hommes libres » contestant le tyran. Pour les bolivariens, les acteurs du complot se trouvent parmi les « *cúpulas podridas* » (hautes sphères putréfiées) du *puntofijisme* mourant (partis délégitimés, acteurs sociaux corrompus, élites économiques), ne s'étant jamais résignées à l'échec électoral de 1998, et la victime en est le « peuple pauvre des *barrios* et des *comunidades* ». Malgré cette inversion des actants dans l'économie narrative du complot, force est de constater que le décor et les anthropologies sous-jacentes demeurent les mêmes : les manifestants de l'opposition sont définis par les médias chavistes comme une « agrégation informelle » de gens « dupes », désinformés à cause du tropisme anti-chaviste des chaînes privées, consommateurs passifs et a-politiques de produits de luxe à Miami, et leur position oscille entre celle de « conspirateur actif » (comme le « chaviste guerrier » des anti-bolivariens) et celle de « victime complice » (rappelant le « chaviste acheté »). On remarquera alors, à côté de la présence des mêmes acteurs « de fond » sur la toile du complot – la police (qui change de signe idéologique selon les versions du complot), les hommes politiques, chavistes ou anti-chavistes, à côté des tireurs, les inspireurs étrangers (les USA ou Cuba) – que les anthropologies régissant la vision conspirationniste de l'*autre* se rassemblent étrangement : d'un côté, le « guerrier irrationnel traîné par la force du besoin », de l'autre la « victime complice traînée par la force de la consommation ».



88

Clichés photographiques « série 1 » du *Puente Llaguno* (à gauche), 11 avril 2002.  
Source: F. Olivares, *op. cit.*, 92.



Clichés photographiques « série 2 » du *Puente Llaguno* (à droite), 11 avril 2002.  
Source: F. Olivares, *op. cit.*, 96.



Quatrième de couverture de la version en espagnol du documentaire réalisé par les journalistes irlandais Bartley et O'Briain, *La revolución no será transmitida* (version originale en anglais *Chavez: Inside the Coup*)

Ces images, dans leur qualité de mythologèmes politiques, sont à l'origine d'une polarisation idéologique absolument inédite dans l'histoire nationale, et d'une stigmatisation de l'*autre* politique selon le nouveau couple *marginal-escualido* (misérable-canaille), qui traduit l'opposition chaviste-antichaviste à la suite du coup d'État. Après 2002, la rhétorique conspirationniste du gouvernement s'intensifie, se renouvelle. Sa liste d'ennemis internes s'enrichit, intégrant les cadres de l'industrie pétrolière au moment de la grève de décembre 2002-janvier 2003, plus récemment les étudiants mobilisés pour les autonomies universitaires, les intellectuels non organiques et les professeurs universitaires. Cette caractérisation de l'« ennemi du peuple » constitue l'horizon polémique (en son sens étymologique) des « relations en public<sup>36</sup> » au Venezuela contemporain, où la « culture de la violence » s'est solidement articulée à la non-reconnaissance, puis à la stigmatisation, de l'autre<sup>37</sup>, ce qui empêche la naissance d'un espace communicationnel à même de réguler les différends idéologiques et politiques. L'*autre* politique, *marginal* pour l'antichaviste, *escuálido* pour le chaviste, est renvoyé à son état de nature, le besoin et la violence pour le *marginal*, la consommation ostentatoire et l'intérêt privé pour l'*escuálido*. Ce renvoi à l'état de nature, cette désocialisation de la parole de l'autre que l'on interprète toujours en fonction de « quelque chose d'autre » qui serait sa *raison d'être profonde* (selon les formes rhétoriques du complot), est un processus dont on peut identifier le seuil dans

36. E. Goffman, *La mise en scène de la vie quotidienne. II: Les relations en public*, Minuit, coll. « Le sens commun », 1973.

37. Voir A. Honneth, *La société du mépris. Vers une nouvelle théorie critique*, La Découverte, coll. « Poche », 2008.

les discours complotistes de 2002. En concordance avec cette paralysie de « l'agir communicationnel<sup>38</sup> » après 2002 suite à l'universalisation de l'argumentation politique conspirationniste, la « raison populiste » dévoile sa virtualité polarisante de la communauté nationale entre « amis » et « ennemis », compagnons avec qui parler et traîtres qui trament dans l'ombre, qu'il ne faut pas écouter, qu'il faut réduire au silence. Cette polarisation se retrouve aussi dans les *Consejos comunales*, où les nouvelles subjectivités populaires tendent à emprunter le chemin de l'idéologisation : les *Comunas socialistas*, nouvelle figure organisationnelle du « peuple des *barrios* et des *comunidades* » introduite en 2009, se structurent ainsi autour de la totalisation d'un peuple « authentiquement » socialiste avec l'exclusion conséquente de tous les indécis, les a-politiques, « ceux qui ne veulent participer », les nostalgiques du *puntofijismo*, nouvelles figures de « l'ennemi du peuple » à l'intérieur de l'organisation populaire.

#### DES CONTRADICTIONS DE LA POLITISATION « CONSPIRATIONNISTE » À UNE NOUVELLE ÉPISTÉMOLOGIE POUR LA RHÉTORIQUE DU COMLOT

En dépassant les apories des sociologies cognitives, qui limitent l'efficacité sociale du mythe du complot aux limites cognitives du raisonnement, et des approches très normatives en sociologie et philosophie politique qui en font une pathologie de la raison démocratique et républicaine sans s'en autoriser la compréhension, notre conclusion devrait montrer que les théories du complot nécessitent une complexification épistémologique et non une dichotomisation vrai/faux – réel/irréel. Afin de comprendre la place des imaginaires politiques du complot dans notre présent, il faut commencer par les comprendre dans les pratiques sociales qu'ils supportent : ce n'est qu'une analyse de ces mêmes pratiques qui pourra permettre au sociologue s'étant mué en philosophe, de complexifier son épistémologie<sup>39</sup>.

À travers une sociologie politique des régimes d'action mobilisant les imaginaires du complot on peut montrer que non seulement le schéma du complot « marche » pour la simplification qu'il induit de la réalité politique, mais aussi par les types d'accès au politique, par les régimes de citoyenneté et de subjectivation

38. J. Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel*, [1981], Fayard, coll. « L'espace du politique », 2 t., 1987.

39. Cette réhabilitation *positive* (au sens épistémologique) des imaginaires conspirationnistes dans l'empirie du *social scientist*, s'inscrit dans une tendance contemporaine des sciences sociales du politique, qui réhabilitent la construction herméneutique du sens politique « par le bas ». Pour une présentation exhaustive de toutes ces approches du politique, voir D. Cefaï, « Introduction » dans D. Cefaï (s/d), *Cultures politiques*, PUF, coll. « La politique éclatée », 2001, p. 35-91.

politique qu'il autorise (sous certaines conditions, bien évidemment), notamment *via* un *discours* instituant de nouveaux acteurs (le peuple) et une nouvelle raison politique (la « raison populiste » avec ses contradictions). Mais la figure conspirationniste-jacobine de la « chasse à l'ennemi » demeure *en sourdine*, tantôt dans l'espace du discours politique qui se polarise et qui cède à la violence, tantôt dans sa relecture « par le bas », par les acteurs populaires, à tel point que même les sociabilités des « dominés », enrichies par l'épreuve de l'action, en restent affectées. Ainsi, la politisation « conspirationniste » du social apparaît comme un hybride de subjectivation et de polarisation, d'autonomie collective retrouvée et de stigmatisation de l'autre, de reconstitution d'une communauté originaire et de « guerre civile » interne indépassable<sup>40</sup>.

*Quid* alors de la « raison populiste » ? Le populisme, par sa tendance à incarner le pouvoir vide des démocraties modernes dans le corps du *leader* charismatique, et à polariser la société par la définition d'un peuple et d'un non-peuple (à partir de la figure de « l'ennemi du peuple »), est-il destiné à être l'inverse de la démocratie ? Nous avons essayé de démontrer l'ambivalence de la « raison populiste », créatrice de nouveaux régimes de citoyenneté et de subjectivation, et de nouvelles formes d'assujettissement, voire de destruction des liens sociaux. Les uns et les autres doivent rentrer en ligne de compte pour constituer une sociologie nouvelle du populisme, inaugurée (sans suite) pour l'Amérique latine par A. Touraine dans *La parole et le sang*<sup>41</sup>.

40. On retrouve cette même articulation dans l'usage que Chávez fait du répertoire conspirationniste dans la définition d'une nouvelle politique étrangère devant asseoir l'autonomie d'une Amérique latine « bolivarienne » en lutte contre les représentants de l'Empire (les USA, la Colombie, Israël). L'usage politique des thèses du complot élaborées par T. Meyssan autour du 11-Septembre, qu'il relaie publiquement en décrivant l'auteur comme un « intellectuel révolutionnaire poursuivi par l'Empire », doit être compris alors comme une tentative de rejouer sur la scène internationale les mécanismes d'autonomie et polarisation, d'invention d'une communauté originaire et de confrontation permanente, que nous avons décrits à propos de la société vénézuélienne contemporaine.

41. A. Touraine, *La parole et le sang. Politique et société en Amérique latine*, Odile Jacob, 1988.

